

Bulletin éducation



Editorial

«Ce sont les plus belles années de votre vie!» Qui n'a pas entendu un professeur prononcer ces paroles lorsqu'il était à l'école?

Une telle déclaration prête assurément à controverse et ceci au moins à plusieurs égards. Espérons que la vie nous réserve d'autres riches expériences et découvertes, susceptibles, tout au moins, d'égaliser les souvenirs de nos années d'école. Par ailleurs, pour de trop nombreux élèves, l'école n'est pas vraiment un lieu de socialisation positive, de maturation ou de croissance émotionnelle et intellectuelle. Mais espérons, tout de même, que ces journées passées dans des salles de classe auront effectivement comporté des moments heureux que le futur adulte pourra se remémorer avec une certaine tendresse.

Quelle que soit son expérience personnelle de l'école, c'est sans conteste l'une des périodes les plus marquante de la vie de tout un chacun. Dans La République, Platon a dit que «l'élan donné par l'éducation détermine tout ce qui suit». Pour que chaque personne puisse vivre dans une société harmonieuse et cohésive, tirer parti de toutes les possibilités d'épanouissement personnel qui s'offrent à elle tout en contribuant au bien commun, et prendre part au processus politique démocratique, elle doit avoir une certaine culture et être capable de compréhension empathique. L'empathie est essentielle pour que la tolérance et le respect à l'égard des convictions d'autrui, tant au sein de sa propre société que dans les autres sociétés ne demeurent pas lettre morte, mais contribuent activement et efficacement à la coopération et à l'intégration, à la paix et à la stabilité.

Les priorités fixées lors du Troisième Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement des États membres du Conseil de l'Europe (Varsovie, 16-17 mai 2005) confirment ce propos: «Les tâches de construire une société fondée sur la connaissance et de promouvoir une culture démocratique auprès de nos citoyens exigent des efforts accrus du Conseil de l'Europe dans le domaine de l'éducation en vue d'assurer l'accès à l'éducation pour tous les jeunes à travers l'Europe [...]».¹

¹ Plan d'action, paragraphe 3

... (suite page 2)



La cérémonie de lancement de la Campagne européenne de jeunesse pour la diversité, les droits de l'homme et la participation du 29 juin 2006 au siège du Conseil de l'Europe à Strasbourg

Sommaire

	pages
Editorial	1 et 2
Le Conseil de l'Europe et la Fédération de Russie: 10 ans de coopération dans l'enseignement de l'histoire ..	3 et 4
Séminaire «Rencontres et interactions: l'image du monde musulman dans l'enseignement de l'histoire en Europe» (Strasbourg, 9-10 octobre)	4
Activités pédagogiques de la campagne «Tous différents - Tous égaux» pour la diversité, les droits de l'homme et la participation, juin 2006 – septembre 2007	5 et 6
L'éducation à la citoyenneté démocratique en Bosnie-Herzégovine: un nouveau projet parrainé par le Gouvernement canadien	6 et 7
Apprendre et vivre la démocratie pour tous	7 et 8
Vers des indicateurs de l'éducation à la citoyenneté	8 et 9
Politiques linguistiques et intégration des migrants	9
Dialogue interculturel et interreligieux par l'éducation	10
Flash info	11
Calendrier des événements	11 et 12
Comment nous contacter	12

Cette vingt et unième édition du Bulletin éducation offre une illustration de la réponse apportée par la Direction de l'Éducation à ces priorités politiques, ainsi que des travaux qu'elle mène en vue de développer le dialogue interculturel de manière transversale.

Si l'on veut comprendre une autre personne ou un groupe de personnes, il est nécessaire d'appréhender la «réalité» de son point de vue. C'est justement là l'objet de la multiperspectivité dans l'enseignement de l'histoire, et, dans le cadre du nouveau projet «La représentation de l'Autre dans l'enseignement de l'histoire», un premier séminaire intitulé «Rencontres et interactions: l'image du monde musulman dans l'apprentissage de l'histoire en Europe» s'est tenu en octobre en prélude à une grande conférence sur l'enseignement de l'histoire dans une société multiculturelle qui est prévue pour 2007. Ce nouveau projet s'inspire largement des travaux menés de longue date sur l'enseignement de l'histoire à l'école et, plus particulièrement, de l'expérience acquise au travers des activités de coopération menées pendant dix ans en Fédération de Russie, visant à allier multiperspectivité, diversité culturelle et dialogue interculturel dans l'enseignement de l'histoire à l'école, dans un contexte multinational.

La nécessité d'enseigner les valeurs fondamentales de la citoyenneté démocratique au XXI^e siècle en Europe est de plus en plus perçue comme une priorité dans de nombreux pays qui se sont donnés pour tâche de construire une culture démocratique et de combattre l'exclusion sociale. L'apprentissage des langues a également un rôle important à jouer pour créer une sensibilité interculturelle et pour faire en sorte que tous les membres d'une société soient également armés pour exercer leurs droits et assumer leurs responsabilités.

Il va de soi que ces diverses contributions en matière d'éducation, tendant à la construction d'une société stable et démocratique, ne sont pas isolées les unes des autres. Au contraire, elles s'insèrent toutes dans une approche globale visant à assurer l'intégration sociale, culturelle et politique de tous les citoyens. Chaque activité, à sa manière et avec ses propres particularités, participe d'un projet plus vaste s'intéressant à la croissance et à l'accomplissement de l'individu et au rôle que chacun peut jouer en vue du bien commun dans une communauté de personnes. Dans le cadre d'une définition plus large de l'éducation à la citoyenneté démocratique, que le Conseil de l'Europe s'est attaché à développer au fil des ans, l'éducation à la «citoyenneté interculturelle» vise à favoriser un engagement conscient envers un ensemble de valeurs communes et à faire en sorte que les individus, tout en ayant conscience que les valeurs peuvent s'opposer et être différemment interprétées, demeurent attachés, en tant que citoyens d'une communauté, à la compréhension empathique d'autrui. Comme le proclame le slogan désormais célèbre de la Campagne européenne de jeunesse pour la diversité, les droits de l'homme et la participation: «Tous différents, Tous égaux».

Dans les sociétés multiculturelles d'aujourd'hui, l'éducation à la citoyenneté dans ce sens plus large suppose une sensibilité interculturelle et une responsabilisation toujours plus grandes. Mais cela vaut la peine de faire cet effort supplémentaire pour garantir que tous les membres d'une société puissent s'y sentir chez eux et espérer que même si certaines, parmi les meilleures années de leur vie sont derrière eux, il leur en reste bien plus à vivre. Bâtir une société axée sur des valeurs de cohésion et sur la connaissance est ce à quoi s'emploie le Conseil de l'Europe en favorisant la coopération à l'école et l'éducation des jeunes et des moins jeunes en dehors de l'école.

Le Conseil de l'Europe et la Fédération de Russie: 10 ans de coopération dans l'enseignement de l'histoire

La conférence sur «l'enseignement de l'histoire dans une société multiculturelle: comment intégrer les mécanismes du dialogue interculturel dans l'enseignement de l'histoire à l'école» s'est ouverte à l'université d'Etat de Saint-Petersbourg, les 23 et 24 juin 2006.

Cette conférence est la première d'une série de manifestations organisées par la Direction de l'Education Scolaire, Extra-Scolaire et de l'Enseignement Supérieur dans le cadre du programme de la présidence russe du Comité des Ministres. 50 participants originaires de 21 régions de Russie, ainsi que des enseignants allemands, norvégiens, portugais et britanniques, ont fait le point sur les avancées des dix dernières années et réfléchi aux orientations souhaitables pour la coopération.



Une trentaine de manifestations se sont tenues en Russie, dans presque toutes les régions, d'Arkhangelsk dans le nord, à la Sibérie, Khabarovsk et

Quant à la conférence tenue en Sakha-Iakoutie en 2005, elle a été ouverte par M. Alexander Akimov, Vice-président de la République.

Les ministres régionaux de l'éducation étaient présents à presque toutes les manifestations, qui ont bénéficié d'une couverture médiatique importante, notamment à la télévision, dans les principaux journaux et les revues spécialisées sur l'enseignement de l'histoire.

A certaines manifestations se sont associées d'autres organisations internationales, partenaires de longue date du Conseil de l'Europe: la Commission européenne, l'UNESCO, l'Institut Georg Eckert de recherche internationale sur les manuels scolaires (Allemagne) et Euroclio.

Teneur de la coopération et résultats obtenus

Les programmes de coopération bilatérale couvrent trois principaux domaines: la préparation de nouveaux programmes et normes, l'élaboration de nouveaux manuels scolaires et matériels d'enseignement, et enfin le développement d'un système de formation continue pour les enseignants.



Si l'on se réfère à 1996, année où la Russie est devenue membre à part entière du Conseil de l'Europe et où elle a commencé à prendre part aux activités liées à l'enseignement de l'histoire, on constate que depuis cette date, de nombreuses manifestations ont été organisées et que bon nombre de résultats positifs ont été obtenus dans la pratique.

Faits et chiffres

Au cours de ces dix années, quelque 4 000 professeurs d'histoire russes issus de différentes cultures, groupes linguistiques et de différentes communautés religieuses, ont participé à une cinquantaine d'activités organisées par le Conseil de l'Europe.

Vladivostok en Sibérie extrême-orientale, en passant par le Caucase du Nord, la Russie centrale et l'Oural.

Ces manifestations ont bénéficié d'un large soutien à tous les niveaux, y compris de la part de hauts responsables politiques. Ainsi, des colloques ont-ils été inaugurés à Iekaterinbourg en 1998 par M. Edouard Rossel, Gouverneur de la région de Sverdlovsk, et en Karatchaëvo-Tcherkessie, en 2001, par M. Vladimir Semenov, alors Président de cette République. En 2002, les participants ont été accueillis à Elista par M. Kirsan Ilioumjinov, Président de la République de Kalmoukie; en 2003, ce fut au tour de M. Leonid Potapov, Président de la République de Bouriatie, d'ouvrir la conférence de Oulan-Oude.

Ces programmes ont débouché sur l'intégration de nouvelles approches dans les manuels d'histoire, comme la présentation de sources historiques supplémentaires et l'introduction d'un système approfondi de questions et d'exercices pour les élèves. Ils ont également encouragé l'application d'une méthode interactive dans l'apprentissage de l'histoire et prouvé qu'une analyse cohérente des buts et des objectifs atteints pouvait être prise en compte dans les programmes scolaires. Les nombreux exemples cités ont illustré l'efficacité des méthodes d'évaluation des compétences des élèves; de nouvelles méthodes de formation continue des enseignants ont été mises en place.

Une attention toute particulière a été accordée aux enseignants de Tchétchénie. Depuis 2001, plus de 200 professeurs d'histoire tchétchènes ont participé aux activités organisées par le Conseil de l'Europe dans différentes régions de Russie, ce qui leur a permis de bénéficier d'une formation supplémentaire et de mieux s'intégrer dans le monde de l'éducation russe.

S'agissant de la coopération régionale, les hauts fonctionnaires des ministères ont souligné l'importance que la Russie attache à des projets comme

l'Initiative de la Mer Noire et l'Initiative de Tbilissi. Selon eux, les enseignants russes ont acquis beaucoup d'expérience en participant à ces projets, en particulier en ce qui concerne l'équilibre à respecter dans la présentation de faits politiques, culturels, économiques et sociaux, la manière d'y parvenir et l'utilisation de la multiperspectivité. Cette expérience est actuellement mise en pratique dans l'élaboration d'un manuel scolaire sur l'histoire du Caucase du Nord.

L'importance d'un autre type de coopération, la coopération intergouvernementale, a également été soulignée; l'attention a notamment été appelée sur la traduction en russe des publications «Multiperspectivité: un guide pour les enseignants» et «Enseigner l'histoire de l'Europe du 20^e siècle», ce qui a permis à un grand nombre de professeurs d'histoire d'avoir accès à des informations sur les nouvelles méthodes.

Dans sa lettre de bienvenue adressée aux participants à la conférence, Andreï Foursenko, Ministre de l'Éducation et des Sciences de la Fédération de Russie, a déclaré que la coopération avec le Conseil de l'Europe avait eu des conséquences

visibles sur la réforme de l'enseignement de l'histoire en Russie.

Prochaines étapes

Tous les participants s'accordent pour dire que cette coopération décennale a jeté les bases de l'élaboration de futurs programmes scolaires, qui devront être centrés sur l'intégration de la multiperspectivité, la diversité culturelle et le dialogue interculturel dans l'enseignement de l'histoire dans un contexte international.

Cette coopération a en outre permis de recueillir des témoignages d'enseignants de la quasi-totalité des régions de Russie et de composer une image vivante de la diversité culturelle. Cette expérience sera précieuse pour le développement du nouveau projet intergouvernemental intitulé «L'image de l'Autre dans l'enseignement de l'histoire», auquel participeront les 49 États membres Parties à la Convention culturelle européenne.



Contact:
Tatiana Milko
tatiana.milko@coe.int

Séminaire «Rencontres et interactions: l'image du monde musulman dans l'enseignement de l'histoire en Europe» (Strasbourg, 9-10 octobre)

Connaître, écouter, respecter l'autre et construire sur les influences réciproques seront des leitmotifs tout au long du nouveau Projet du Comité Directeur de l'Éducation sur «L'image de l'Autre dans l'enseignement de l'histoire» lancé cette année dont une présentation générale a été faite dans le numéro précédent du *Bulletin éducation*.

Une première grande conférence aura lieu en 2007 sur «Images plurielles, destins convergents; apprendre l'histoire dans une société multiculturelle». Afin de préparer cet événement, deux séminaires d'experts seront réunis, le

premier en octobre sur «Rencontres et interactions: l'image du monde musulman dans l'enseignement de l'histoire», le second au début de 2007 sur «Diversité des origines et respect des mémoires: apprendre l'histoire de la diversité et la diversité des histoires».

En octobre, une quinzaine d'experts et de représentants d'organisations internationales actives dans ce domaine ont eu des échanges de vue sur trois questions principales: les mots et les concepts clefs, les connotations, les façons d'éviter les malentendus et les

meilleures stratégies pour le renforcement du dialogue; l'état des lieux dans l'enseignement de l'histoire du monde musulman et des influences réciproques dans la salle de classe; la contribution des musées, des actions culturelles, des médias, ... à l'apprentissage de cette histoire au-delà du cadre formel de l'école.



Contact:
Jean-Pierre Titz
jean-pierre.titz@coe.int

Activités pédagogiques de la campagne «Tous différents – Tous égaux» pour la diversité, les droits de l'homme et la participation, juin 2006 - septembre 2007

La campagne

Le 29 Juin 2006, la nouvelle campagne «Tous différents – Tous égaux» a été lancée par le Conseil de l'Europe, mettant l'accent sur la diversité, les droits de l'homme et la participation. Cette campagne a pour objectif d'encourager et de permettre aux jeunes de participer à la construction de sociétés pacifiques fondées sur la diversité et l'inclusion dans un esprit de respect, de tolérance et de compréhension mutuelle. Cette campagne vient à la suite de la campagne «Tous différents – Tous égaux» de 1995 contre le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme et l'intolérance qui avait connu alors un réel succès. Tout au long de la campagne de juin 2006 à septembre 2007, plusieurs activités de prise de conscience et d'événements culturels auront lieu afin d'encourager les jeunes à s'investir. Des activités de recherche sur les thèmes de la campagne seront également organisées et présentées à travers le Centre Européen de connaissances sur les politiques de jeunesse. Les activités pédagogiques représenteront l'un des piliers principaux de la campagne.

Activités pédagogiques de la campagne

Tout au long de la campagne, plusieurs activités pédagogiques auront lieu:

- Événements de jeunesse européens:
 - Lancement officiel de la campagne 28-30 juin 2006
 - Événement européen de Jeunesse à Saint Pétersbourg, 21-25 septembre 2006, impliquant environ 400 experts et participants de toute l'Europe
 - Clôture officielle en septembre 2007
- Symposiums
 - Forum jeunesse sur la diversité à Budapest du 25-30 Octobre

2006, rassemblant une centaine de jeunes représentant la diversité des minorités et majorités à travers l'Europe

- Symposium sur la pratique du dialogue interreligieux dans le travail de jeunesse (début 2007 à Budapest)
- Symposium sur la participation, la démocratie, la bonne gouvernance et la citoyenneté active (avril 2007, Benelux, Luxembourg)
- Stages de formation
 - Stage de formation pour les chargés de communication des comités nationaux de la campagne (avril 2006, Budapest)
 - Stage de formation pour formateurs sur la diversité et contre le racisme (2007)
 - Stage de formation introductif sur les thèmes de la campagne pour les comités nationaux de la campagne (deux stages sont prévus, le premier aura lieu fin novembre/début décembre 2006 à Budapest)
 - Stage de formation sur la diversité religieuse dans le contexte du travail sur les droits de l'homme et la transformation de conflits (2007)
- Séminaires
 - Séminaire de recherche sur la diversité, les droits de l'homme et la participation (mai 2006, Strasbourg)
 - Séminaire sur le rôle du travail social de jeunesse pour la diversité et la cohésion (octobre 2006, Budapest)

De plus, jusqu'en septembre 2007, les activités pédagogiques ayant lieu aux Centres Européens de la Jeunesse, à travers le Fonds Européen de la Jeunesse et le Programme de Partenariat seront liées et contribueront à la campagne et/ou aux thèmes de la campagne.

Publications/mesures de soutien

La Direction de la Jeunesse et du Sport a déjà produit plusieurs publications dans le passé, notamment lors de la dernière campagne «Tous différents – Tous égaux» et dans le cadre du partenariat, telles que les T-Kits (fichiers ressources de formation), Domino (manuel de lutte contre le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme et l'intolérance), le kit pédagogique (idées, ressources, méthodes et activités pour l'éducation interculturelle) et Compass (un manuel sur l'éducation aux droits de l'homme avec les jeunes). Toutes ces publications sont accessibles en ligne (www.coe.int/jeunesse).

Plusieurs nouvelles publications seront disponibles prochainement, telles que le guide pédagogique de la campagne, un pack d'action de la campagne, un manuel sur la Charte révisée sur la participation active des jeunes à la vie locale et régionale, un document sur le stage de formation sur la planification et la mise en place de projets de participation des jeunes.

Possibilités de coopération avec la Direction de l'Éducation

Le lien entre la campagne et «l'Année Européenne de la Citoyenneté par l'Éducation» en 2005 paraît clair. Durant cette année, les États membres du Conseil de l'Europe ont développé des plans d'action, des partenariats, des réseaux et nombreuses activités, qui sont également étroitement liées aux objectifs de la campagne.

tous différents
tous égaux

Les synergies entre les deux initiatives serviront de bonne base pour une coopération accentuée à la fois au niveau européen et dans les Etats membres. Au niveau européen, des premières réflexions entre la Direction de l'Education et la Direction de la Jeunesse ont déjà débuté et mèneront à des plans d'action concrets. Au niveau des Etats membres, ce sont

principalement les comités nationaux de la campagne qui coopéreront avec les coordinateurs nationaux de l'Année ainsi qu'avec des réseaux scolaires et autres réseaux existants et dévoués aux thèmes de la campagne.

Pour plus d'information
<http://alldifferent-allequal.info/>



Contact:
 Iris Bawidamann
Iris.bawidamann@coe.int

L'éducation à la citoyenneté démocratique en Bosnie-Herzégovine: un nouveau projet parrainé par le Gouvernement canadien

Réformer un système d'enseignement dans une société qui sort d'un conflit a tout d'une gageure, et le rythme du changement en Bosnie-Herzégovine peut sembler parfois d'une lenteur décourageante. Pourtant, l'engagement d'un groupe d'enseignants enthousiastes et des autorités de l'enseignement, a permis un certain nombre d'avancées dans le domaine de l'éducation à la citoyenneté démocratique (ECD).

Grâce à une contribution volontaire de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), la Direction de l'Education peut poursuivre son engagement en mettant en place des structures durables pour le cours «Droits de l'Homme et Démocratie» avec la création de mécanismes d'assurance de la qualité.

Histoire de l'ECD en Bosnie-Herzégovine

Le Conseil de l'Europe œuvre en Bosnie-Herzégovine (BiH) dans le domaine de l'éducation aux droits de l'homme depuis 1996. Il a commencé par négocier avec les ministères de l'Education le remplacement du cours sur la défense civile par un cours intitulé «Droits de l'Homme et Démocratie» et l'introduction de ce nouveau sujet dans les programmes officiels de tous les établissements d'enseignement primaire et secondaire de Bosnie-Herzégovine. Pour pouvoir participer à ce processus, le Conseil de l'Europe a été chargé, en collaboration avec CIVITAS BiH, de mettre

au point le programme d'études, de former les enseignants et d'aider à produire les manuels destinés aux enseignants et aux élèves. Entre 2000 et 2005, le nouveau cours a été introduit avec succès dans tous les établissements scolaires du pays.

Pendant cette période, les activités d'assistance ont porté essentiellement sur la formation des enseignants, puisqu'aucun établissement de formation d'enseignants de Bosnie-Herzégovine n'était en mesure d'offrir une formation initiale ou en cours d'emploi dans cette nouvelle discipline. Les 330 enseignants qui devaient enseigner la nouvelle discipline ont donc reçu une formation initiale, ce qui constituait une étape essentielle car la plupart d'entre eux enseignaient précédemment la défense civile ou le marxisme. L'intérêt était aussi de leur faire découvrir les méthodes d'enseignement modernes.

A l'issue de cette formation, des experts du Conseil de l'Europe et des enseignants de Bosnie-Herzégovine ont travaillé ensemble à l'élaboration des manuels destinés à aider les enseignants et leurs formateurs à compléter leur formation. Certains manuels produits par cette équipe sont d'ailleurs utilisés comme modèles dans d'autres pays désireux d'introduire l'ECD à l'école.

Les activités mises en œuvre pendant cette période s'inscrivaient dans le cadre

d'un programme conjoint du Conseil de l'Europe et de la Commission européenne.

Certification des enseignants

Pour que les enseignants nouvellement formés soient pleinement intégrés dans le système d'enseignement, les ministres de l'Education ont demandé au Conseil de l'Europe de les aider à concevoir un programme de certification pour la formation des enseignants. Là encore, en collaboration avec CIVITAS BiH, qui s'est occupé de la «partie théorique» du programme de certification – une série de cours représentant environ 80 crédits ECTS – le Conseil de l'Europe a accepté de mettre au point un modèle pour l'évaluation pratique de l'enseignement de la nouvelle discipline dans les établissements scolaires de Bosnie-Herzégovine.

L'aspect pratique du programme de certification «Practicum» comporte quatre volets (environ 40 crédits ECTS):

- auto-évaluation de l'enseignant
- évaluation par les pairs (les collègues)
- évaluation par le supérieur hiérarchique (l'inspecteur pédagogique)
- plan annuel de développement professionnel.

Avec la partie théorique de la certification, le Portfolio d'évaluation («Practicum») permettra de reconnaître officiellement la qualification de ces enseignants. Ce système est entré en vigueur le 19 mai 2006, date à laquelle les ministres de l'Education

de la Bosnie-Herzégovine ont signé un mémorandum d'entente indiquant que le programme de certification soutenu par le Conseil de l'Europe et CIVITAS BiH deviendrait obligatoire pour les enseignants d'ECD en Bosnie-Herzégovine dès le début de la prochaine année scolaire.

De ce fait, la discipline «Droits de l'Homme et Démocratie» sera la seule enseignée en Bosnie-Herzégovine pour laquelle existera un mécanisme d'assurance de la qualité. En outre, un système transparent d'auto évaluation sera mis au point et appliqué dans la

formation en cours d'emploi des enseignants, et servira de modèle pour d'autres disciplines.

Le financement apporté par le Canada a donc permis de franchir cette dernière étape essentielle – la création de mécanismes durables d'assurance de la qualité pour le cours «Droits de l'Homme et Démocratie».

Bien que les réformes de l'enseignement soient souvent difficiles à mettre en œuvre, cet exemple augure bien de l'avenir de la Bosnie-Herzégovine, en préparant le terrain pour la poursuite

de la modernisation, du partage des connaissances et de l'enseignement des valeurs fondamentales de la citoyenneté non seulement en Bosnie-Herzégovine mais aussi dans l'Europe du XXI^e siècle.



Contact:

Sarah Keating et Emir Adzovic
emir.adzovic@coe.int

Apprendre et vivre la démocratie pour tous

«Les tâches de construire une société fondée sur la connaissance et de promouvoir une culture démocratique auprès de nos citoyens exigent des efforts accrus du Conseil de l'Europe dans le domaine de l'éducation [...]» ont déclaré les Chefs d'Etat et de Gouvernement des Etats membres du Conseil de l'Europe à leur 3^e Sommet tenu en 2005, à Varsovie. Le programme d'activités du Conseil de l'Europe (2006 – 2009) sur l'éducation à la citoyenneté démocratique et aux droits de l'homme (ECD/EDH) vise à répondre à cette demande et à mettre à profit l'apport de l'Année européenne 2005 de la citoyenneté par l'éducation. Le programme entend notamment de promouvoir des politiques durables, de soutenir les bonnes pratiques et d'encourager la coopération. Les domaines prioritaires sont les suivants: l'élaboration et la mise en œuvre des politiques en matière de citoyenneté démocratique et d'inclusion sociale; les nouveaux rôles et compétences des enseignants et d'autres personnels éducatifs dans le domaine de l'ECD/EDH et la gouvernance démocratique des établissements d'enseignement. Voici quelques-uns des points saillants du programme:

Cadre d'action

Dans le prolongement de la recommandation de l'Assemblée parlementaire «l'Éducation à l'Europe», une étude de

faisabilité sur des «instruments cadres» (une convention-cadre, une charte ou un code de bonnes pratiques, par exemple) sur l'ECD/EDH sera élaborée par un groupe d'experts d'ici la fin 2006. Ces instruments devraient s'accompagner d'un élément essentiel: un mécanisme de suivi qui pourrait comporter, par exemple, l'obligation pour les Etats membres de faire rapport régulièrement sur les progrès réalisés. Le but est de fournir un cadre bien défini permettant aux Etats membres de faire des progrès substantiels et systématiques en matière d'ECD/EDH, en fonction de leurs propres priorités.

Formation des enseignants

Une étude de faisabilité est actuellement menée sur la création d'un centre européen ou d'un réseau européen de centres sur la formation des enseignants en matière d'ECD/EDH. Si un tel centre était créé, il s'intéresserait aussi à d'autres questions prioritaires comme l'éducation interculturelle et l'enseignement de l'histoire.

Un manuel scolaire sur les droits de l'enfant devrait être prêt d'ici la fin de l'année.

Etablissement de contacts et coopération

Le Conseil de l'Europe continuera de s'appuyer sur le réseau des coordinateurs d'ECD/EDH, officiellement

désignés par les Etats membres, pour assurer la coopération avec les différents pays et entre eux.

Suite à une recommandation du premier forum des ONG sur l'ECD/EDH (Varsovie, 2005), il est prévu d'organiser le deuxième forum des ONG, éventuellement en 2007. Cette manifestation aura pour objectif de présenter les travaux du Conseil de l'Europe sur l'ECD/EDH, de renforcer la coopération entre le Conseil de l'Europe et les ONG et de partager de bonnes pratiques. Comment établir un lien entre l'éducation scolaire et non scolaire en matière d'ECD/EDH est une question qui mérite manifestement d'être débattue.

Lignes directrices et manuels

L'outil sur la gouvernance démocratique dans l'éducation sera finalisé en 2006. Il fournit des lignes directrices concrètes pour les chefs d'établissement, les enseignants et tous ceux qui s'intéressent à la promotion des pratiques démocratiques dans les établissements d'enseignement. Il est envisagé de le faire tester dans un réseau d'établissements scolaires, avec le concours éventuellement des coordinateurs d'ECD/EDH.

Le Conseil de l'Europe poursuivra ses travaux sur l'assurance de la qualité dans l'ECD/EDH. L'outil en la matière a été

traduit en albanais, azerbaïdjanais, bulgare, français, roumain et ukrainien. Son éventuelle adaptation à des publics et à des pays particuliers est actuellement à l'étude. Il est également prévu de tester l'instrument dans un réseau d'établissements scolaires en coopération avec la fondation allemande «Erinnerung, Verantwortung und Zukunft».

Coopération avec la Commission européenne

Le Conseil de l'Europe coopère avec la Commission européenne dans le cadre d'un projet de recherche sur le thème «une citoyenneté active pour la démocratie». Ce projet a pour but de proposer des indicateurs sur lesquels les Etats membres de l'Union européenne puissent se mettre d'accord. Des données utiles seront ensuite recueillies, analysées et publiées afin d'aider les gouvernements et les parlements à élaborer et à promouvoir de bonnes politiques et pratiques éducatives. Les 20 et 21 septembre 2006, les premières conclusions du projet ont été présentées à Ispra (Italie) lors d'une conférence sur le thème «vers des indicateurs de citoyenneté active».

Programme mondial pour l'éducation aux droits de l'homme

Le Conseil de l'Europe aide l'ONU à assurer le suivi de la première phase du plan d'action du programme mondial pour l'éducation aux droits de l'homme (2005-2007). Une réunion européenne régionale sur la mise en œuvre du programme sera organisée en 2007.

Pour des informations complémentaires, veuillez consulter le site: www.coe.int/ecd

Et encore...

Parmi les autres domaines d'activités importants, il convient de citer les questions relatives à l'évaluation des élèves en matière d'ECD/EDH, le renforcement des liens entre l'éducation scolaire et non scolaire et la diffusion des meilleures pratiques.

Contact:
Ólöf Ólafsdóttir
EDC@coe.int



Le forum de la démocratie à l'école, Kehl, novembre 2005

Vers des indicateurs de l'éducation à la citoyenneté

Le désenchantement suscité par les institutions et les partis politiques traditionnels, les activités terroristes, les manifestations violentes, le racisme et l'islamophobie ne sont que quelques-uns des symptômes du déficit de démocratie qui constitue l'une des préoccupations majeures des responsables politiques dans toute l'Europe. Certes, l'éducation n'est pas une panacée mais elle peut aider les jeunes et les adultes à faire valoir leurs droits et à assumer leurs responsabilités dans une société démocratique, à exprimer leurs besoins et leurs inquiétudes de manière pacifique, à se faire entendre et à jouer un rôle actif. La Commission européenne a lancé un projet de recherche sur le thème «une citoyenneté active

pour la démocratie» afin d'étudier la participation démocratique ainsi que les politiques voulues en matière d'éducation et de formation. Le projet est organisé en coopération avec le Conseil de l'Europe qui mène depuis longtemps des études approfondies et a accumulé, en la matière, une grande expérience.

La citoyenneté active englobe une vaste gamme d'activités qui vont du vote aux élections à la participation à des campagnes sur des questions environnementales, en passant par des prises de position et des choix de consommateur sur la base de convictions politiques. L'éducation à la citoyenneté active est dispensée dans les établissements scolaires et les universités mais aussi par le biais des activités de

jeunesse, au travail et au sein de la famille. Il ne s'agit pas seulement de transmettre des connaissances mais aussi de promouvoir certaines compétences, valeurs et attitudes. Un établissement scolaire géré selon des principes démocratiques, un club de jeunes permettant à ses membres de susciter des changements positifs dans leur communauté ou bien encore un centre de formation des adultes facilitant la lecture et l'écoute critiques sont tous des exemples d'une telle éducation.

Le projet a pour but de proposer des indicateurs sur lesquels les Etats membres de l'Union européenne puissent se mettre d'accord. Des données utiles seront, ensuite, recueillies, analysées et publiées afin d'aider les

gouvernements et les parlements à élaborer et à promouvoir de bonnes politiques et pratiques éducatives.

Un réseau interdisciplinaire d'experts de toute l'Europe a été créé afin de réfléchir aux indicateurs les plus appropriés, d'analyser les résultats des études internationales et de proposer des moyens de suivre la pratique de la citoyenneté active et celle de l'éducation et de la formation en la

matière et d'explorer, en outre, le rapport entre les possibilités d'apprentissage et l'exercice de la participation.

Les 21 et 22 septembre 2006, les premières conclusions du projet ont été présentées à Ispra (Italie), au Centre de recherche sur l'apprentissage tout au long de la vie, DG JRC de la Commission européenne, lors d'une conférence sur le thème «Vers des indicateurs de citoyenneté active».

Les actes de la conférence seront publiés fin 2006 – début 2007.



Contact:

Yulia Pererva
yulia.pererva@coe.int

Politiques linguistiques et intégration des migrants

Les migrations sont aujourd'hui un thème important dans les activités du Conseil de l'Europe. Dans ce contexte, se posent plusieurs questions relevant des politiques linguistiques, qui concernent l'apprentissage par les migrants de la langue du pays d'accueil. Les mesures prévues par la Convention européenne relative au statut juridique du travailleur migrant et par la Charte sociale européenne, ainsi que les recommandations et les rapports de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, attestent de l'importance de la formation linguistique. Compte tenu de ces développements et de la détermination du 3^e Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement à construire des «sociétés solidaires en garantissant un accès équitable aux droits sociaux, en luttant contre l'exclusion et en protégeant les groupes sociaux vulnérables», la Division des politiques linguistiques a lancé un nouveau projet sur les politiques linguistiques visant à l'intégration des migrants.

Ce projet se propose d'aider les Etats membres concernés à concevoir et à partager des politiques linguistiques qui contribuent à une bonne intégration. Dans un premier temps, une analyse comparative des politiques de plusieurs pays a été effectuée lors d'un séminaire organisé à Paris, en collaboration avec les autorités françaises

(Ministère de la Culture et de la Communication – Délégation générale à la langue française et aux langues de France; Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement; CIEP, Sèvres).

Plusieurs différences sont apparues dans les approches de l'offre de formation linguistique et du niveau de compétence linguistique requis pour résider dans le pays ou en obtenir la nationalité. Diverses questions ont été examinées: apprentissage obligatoire ou non de la langue; incitations; sanctions éventuelles; niveau souhaité ou requis de compétence linguistique; coût de la formation et subventions; durée et qualité de la formation; évaluation; responsabilité administrative.



Les participants au séminaire se sont également penchés sur des questions concrètes concernant les obligations linguistiques en vue de l'acquisition de la nationalité ou de l'obtention d'un permis de séjour. Un rapport a été publié (en français; des versions en anglais et en allemand sont en préparation). Il est disponible sur le site web www.coe.int/lang.

Dans le prolongement du séminaire, la Division des politiques linguistiques élabore des lignes directrices pour aider les Etats membres à définir, à décrire et à évaluer les compétences linguistiques nécessaires pour accéder à l'emploi, faire des études, obtenir un permis de séjour ou la nationalité; par ailleurs, des outils pratiques (Portfolio) sont en cours de mise au point et des études de cas seront préparées pour illustrer les bonnes pratiques.

Une coopération se met en place avec d'autres organes du Conseil de l'Europe – l'Assemblée parlementaire, le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux et la Direction générale de la cohésion sociale.



Contact:

Joseph Sheils
joseph.sheils@coe.int

Dialogue interculturel et interreligieux par l'éducation

Un projet sur le «dialogue interculturel et interreligieux par l'éducation» est actuellement mis en oeuvre dans le cadre d'un programme de coopération avec la Fédération de Russie. Le sujet de ce programme conjoint entre la Commission européenne et le Conseil de l'Europe est particulièrement délicat. Bien qu'il n'ait jamais été question d'attendre des solutions définitives à des problèmes critiques en un laps de temps si court que représente la mise en oeuvre du projet, il a été néanmoins possible d'identifier et d'examiner les aspects principaux de la question et les défis qui doivent être relevés.

Ce programme, qui implique la participation de représentants de différentes communautés culturelles et religieuses, répond à un planning bien défini, tout en gardant à l'esprit les développements récents sur le continent européen. La conférence de lancement s'est tenue à Yakutsk et a rassemblé des participants en provenance de toutes les régions de la Fédération de Russie. Elle a été suivie des séminaires à Vladivostok, Elista, Pyatigorsk, Tomsk, Saint-Petersbourg. Lors d'un séminaire multidisciplinaire qui s'est tenu à Verkhoyansk, dans la région polaire russe, plus de cent participants provenant de différentes régions ont exprimé leur intérêt pour le travail en cours. Cette région présente une certaine particularité sous l'angle de la diversité linguistique, en ceci qu'il existe un véritable danger d'y voir disparaître les parlers régionaux.

Un autre séminaire s'est tenu récemment dans une des régions les plus sensibles de la Russie, la république de Kabardino-Balkaria, dans le Nord-Caucase, qui offre une frontière commune avec la république de Tchétchénie. Cette région est particulièrement intéressante du point de vue de la diversité religieuse. Chrétiens et Musulmans y vivent comme une seule famille. Soixante participants de toute la région fédérale sud de la Fédération de Russie ont participé à l'événement. Cette initiative, par laquelle les régions ont été pleinement associées à la mise en oeuvre du projet, a d'ailleurs reçu un accueil particulièrement élogieux de la part des autorités régionales.

En septembre 2006, en collaboration avec le Ministère de l'Éducation et des Sciences de la Fédération de Russie, principal partenaire du Conseil de l'Europe, une autre Conférence majeure a eu lieu à Palekh (Ivanovo Oblast). Elle était consacrée au thème de l'apprentissage de l'Histoire des religions et des cultures du monde – en se focalisant sur les aspects régionaux en matière de qualification et de formation des enseignants.



Eglise orthodoxe à Palekh (Fédération de Russie)

Séminaire à Verkhoyansk «Gestion de la diversité culturelle et religieuse dans l'extrême nord de la Russie, 22-26 février 2006



Cette petite ville n'a pas été choisie au hasard. Depuis l'époque de sa fondation, Palekh a absorbé et assimilé plusieurs cultures. Le nom même de «Palekh» est d'origine finno-ougrienne. En effet, des tribus finno-ougriennes se sont établies dans les environs de Palekh et se sont mélangés aux Slaves pour fonder la ville de Palekh, qui, à partir du 14^e siècle, devint un centre célèbre de fabrication d'icônes.

En avril 2006, des experts russes et internationaux, des ministres de l'éducation de différentes régions et des professeurs d'universités nationales et de centre de formation des enseignants se sont réunis à Strasbourg pour élaborer un document de travail sur le projet et pour discuter de la meilleure manière de traduire sous forme de politiques et de résultats concrets les recommandations préparées durant les deux années du projet. Ce document de travail préliminaire sera présenté en tant qu'expertise lors de la conférence finale qui se tiendra à Moscou en Novembre 2006. L'ensemble des expériences et des suggestions des professeurs et des formateurs d'enseignants seront prises en compte dans une version finale consolidée. Celle-ci expliquera le rôle de la culture, des religions et des langues, les relations qu'elles entretiennent entre elles, et insistera sur l'importance de procéder en ces domaines par la voie du dialogue. Le projet se terminera en décembre 2006.



Contact:
Natia Jgenti
natia.jgenti@coe.int

Flash info

- **L'Année européenne 2005 de la citoyenneté par l'éducation – Résultats et conclusions**

Le 27 septembre 2006 lors de leur 974^e réunion, les Délégués des Ministres du Conseil de l'Europe ont adopté le rapport final d'évaluation de l'Année. Ce rapport donne une vue d'ensemble des événements intervenus au cours de l'année 2005 et tire les conclusions de ses succès et de ses échecs afin d'en tenir compte dans les activités futures de l'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'Homme (ECD/EDH). Le rapport est disponible sur l'internet à l'adresse suivante: www.coe.int/edc

- **Conférence intergouvernementale – Langues de scolarisation: vers un cadre pour l'Europe**

Division des Politiques linguistiques, Conseil de l'Europe, Strasbourg, 16-18 octobre 2006

Cette première conférence intergouvernementale avait pour objectif d'identifier les besoins et les priorités des États membres et de convenir des problématiques à couvrir dans un nouveau cadre de référence pour les langues de scolarisation/langues maternelles, qui sera élaboré par la Division. Une Conférence de suivi sera organisée en République tchèque en 2007.

- Les 2 et 3 novembre 2006, le Conseil de l'Europe organisera **une conférence sur la contribution des étudiants au Processus de Bologne**. La conférence s'inscrit dans le cadre de la présidence russe du Conseil de l'Europe et se tiendra à l'Université russe de l'Amitié des Peuples. Pour plus d'informations :

www.coe.int/higher-education

- 27 et 28 novembre 2006, Strasbourg. Le Conseil de l'Europe organisera une **Conférence ministérielle**

informelle pour l'Europe du Sud-Est. La conférence abordera les thèmes concernant l'Espace européen de l'enseignement supérieur et s'inscrit dans le cadre de la préparation de la prochaine conférence ministérielle du Processus de Bologne, qui se tiendra à Londres les 17 et 18 mai 2007.

- 12 et 13 décembre 2006, Strasbourg. Une conférence ministérielle informelle similaire se tiendra pour les 5 pays ayant adhéré au Processus de Bologne: l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Georgie, Moldova et l'Ukraine. Comme pour la conférence de novembre, les thèmes porteront sur l'élaboration de cadres de qualifications nationaux, l'assurance qualité, le bilan de la mise en œuvre des grands principes généraux du Processus de Bologne et la préparation de la conférence ministérielle de Londres.

- **Forum politique intergouvernemental – Le Cadre européen commun de référence pour les langues (CECR) et les politiques linguistiques pour le pluri-linguisme: défis et responsabilités**

Conseil de l'Europe, Strasbourg, 6 - 8 février 2007

La Division des Politiques linguistiques organisera un Forum intergouvernemental sur l'impact et le futur usage du CECR (y compris ses standards de compétences en langues) et sur son utilisation dans l'avenir. Les autorités françaises et néerlandaises apporteront un soutien financier généreux à ce Forum qui sera ouvert par le Ministre de l'Éducation de la France. Le Forum traitera de questions liées aux curricula, aux examens et à la formation des enseignants dans le cadre des évolutions actuelles dans les États membres et au niveau européen.

Calendrier des événements - non exhaustif

October

9-10, Strasbourg, France
Séminaire «Rencontres et interactions: l'image du monde musulman dans l'enseignement de l'histoire en Europe»
Contact: Jean-Pierre Titz

16-18, Strasbourg, France
Conférence intergouvernementale – Langues de scolarisation: vers un cadre pour l'Europe
Contact: Philia Thalgott

18-20, Strasbourg, France
5^e réunion plénière du Comité Directeur de l'Éducation (CDED)
Contact: Villano Qiriazzi

Brcko, BiH
Réunion du groupe de travail sur l'évaluation du Practicum de la troisième génération d'enseignants *Démocratie et Droits de l'Homme* en BiH
Contact: Karin Volkner

Brcko, BiH
Réunion sur la définition des tâches du Portfolio d'évaluation pour la quatrième génération
Contact: Sarah Keating

Brcko, BiH
Réunion sur la définition des tâches du Portfolio d'évaluation pour la cinquième génération
Contact: Sarah Keating

Calendrier des événements - non exhaustif – (suite)

November

- 2-3, Moscou
Fédération de Russie
Conférence du Conseil de l'Europe sur la contribution des étudiants au Processus de Bologne
Contact: Sjur Bergan
-
- 8-10, Strasbourg, France
14^e réunion du Comité de Validation du Portfolio Européen des Langues
Contact: Johanna Panthier
-
- 9-10, Moscou, Fédération de Russie
Conférence finale sur «Dialogue interculturel par l'éducation: enseignement de l'histoire, politiques linguistiques éducatives, enseignement des bases historiques et culturelles des religions du monde»
Contact: Natia Jgenti
-
- 9-10, Francfort, Allemagne
Symposium sur la mise en pratique de l'Outil pour l'assurance de la qualité de l'Education à la citoyenneté démocratique à l'école, Institut allemand pour la recherche internationale pédagogique
Contact: Yulia Pererva
-
- 13-14, Strasbourg, France
2^e réunion sur l'Autobiographie des Expériences Interculturelles clés
Contact: Christopher Reynolds

- 13-17, Graz, Autriche
Centre européen pour les langues vivantes – Formation des professeurs de langue de Bosnie-Herzégovine
Contact: Emir Adzovic
-
- 20-22, Bruxelles, Belgique
10^e réunion des coordinateurs ECD/EDH
Contact: Serge Epouhe
-
- 27-28, Strasbourg, France
Conférence informelle des Ministres de l'Education des Balkans occidentaux
Contact: Sarah Keating

Décembre

- 30 nov.- 1 déc., France
Séminaire régional de dissémination de l'expérience bosniaque de formation des enseignants
Contact: Karin Volkner
-
- 12-13, Strasbourg, France
Conférence Ministérielle sur la réforme de l'Enseignement supérieur en Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Moldova et Ukraine
Contact: Sjur Bergan

Février 2007

- 6-8, Strasbourg, France
Forum politique intergouvernemental - Le Cadre européen commun de référence pour les langues (CECR) et les politiques linguistiques pour le plurilinguisme: défis et responsabilités.
Contact: Philia Thalgot

Une compilation spéciale 10^e anniversaire du Bulletin éducation 1996-2006 sera publiée en décembre 2006

Comment nous contacter

Venez surfer avec nous à l'adresse <http://www.coe.int> où vous aurez accès à un large éventail d'informations sur les activités et les documents du Conseil de l'Europe dans le domaine de l'éducation, de la culture et du patrimoine culturel.

Tous les agents de la Direction de l'Education peuvent être contactés par fax (aux numéros +33 (0)3 88 41 27 06), par poste (c/o DG IV, Direction de l'Education scolaire, extra-scolaire et de l'enseignement supérieur, Conseil de l'Europe, F - 67075 Strasbourg Cedex) ou par e-mail (prenom.nom@coe.int).

Tous les ouvrages édités par le Conseil de l'Europe peuvent être commandés auprès des Editions du Conseil de l'Europe:

Tél.: +33 (0)3 88 41 25 81 – Fax: +33 (0)3 88 41 39 10 – e-mail: publishing@coe.int – (website: <http://book.coe.int>)

Sauf mention contraire, les illustrations sont fournies par le Service photographique et audiovisuel du Conseil de l'Europe.

Les vues exprimées dans ce bulletin ne reflètent pas nécessairement celles du Conseil de l'Europe ni de son Secrétariat.

Edition et coordination: Christopher Reynolds

Fax: +33 (0)3 88 41 27 06

E-mail: Bulletin.Education@coe.int



et Christiane Yiannakis

